

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juin 2023

VISANT À FACILITER LA MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DE « ZÉRO
ARTIFICIALISATION NETTE » AU COEUR DES TERRITOIRES - (N° 958)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CD159

présenté par

M. Lovisolo, M. Vuibert, M. Sorre, M. Didier Paris, Mme Heydel Grillere, M. Ardouin,
Mme Brulebois et Mme Miller

ARTICLE 8

Après l'alinéa 8, insérer les trois alinéas suivants :

« Des dérogations à l'objectif de zéro artificialisation nette des sols peuvent être accordées par le préfet de département sur demande du maire de la commune portant en régie un projet d'accession publique à prix maîtrisé à la propriété en zone tendue.

« Le préfet de département motive son avis, positif ou négatif, dans le cadre d'une commission départementale qu'il préside, regroupant l'ensemble des élus locaux impactés par le projet ainsi que les services de la direction départementale des territoires, qui doit être mise en place dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande faite par le maire.

« Les modalités de cette commission sont établies par décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objectif de lutte contre l'artificialisation des sols est nécessaire et vertueux. Pour autant, les territoires ruraux et périurbains connaissent des difficultés de plus en plus grandes à faire accéder à la propriété leur population. Cela pose donc un problème d'attractivité croissant de nos territoires les plus ruraux.

Compte tenu de ces éléments, et ce afin de renforcer leur attractivité, il convient d'apporter de la souplesse aux territoires dont la situation en matière de logement est la plus tendue en leur permettant de déroger au décompte communal du dispositif « ZAN » issu de la loi Climat qui fixe une limitation de -50% pour la prochaine décennie puis l'atteinte d'un équilibre net entre renaturation et artificialisation.

Ce droit dérogatoire, récemment encouragé par la Première ministre début mai, sera encadré par le préfet de département dans le cadre d'une commission départementale. Le préfet de département préside cette commission et décide de la qualification ou non de projet d'intérêt général pour le

développement territorial afin de pouvoir éviter de trop grandes disparités foncières entre territoires et de ne pas aller contre l'esprit et l'objectif édictés par la loi Climat.